

BURUNDI

Haro sur le « colonisateur belge » !

L'Union africaine réclame un « lutte de décolonisation »

dialogue au Burundi. Le parti au pouvoir le refuse, et incrimine la Belgique, qui intriguerait contre son indépendance.

● **Philippe LERUTH**

La situation se dégrade de jour en jour au Burundi, où les assassinats de rue se multiplient, et où le parti au pouvoir développe une rhétorique anti-belge de plus en plus virulente.

Il y a quelques jours, la Commission « Paix, Union et Sécurité » de l'Union Africaine recommandait, après une visite dans le pays, un « dialogue sincère entre toutes les parties, basé sur le respect des accords d'Arusha », qui balisaient les rapports entre Tutsis et Hutus. Appuyée par la Belgique, la Commission conviait toutes les factions « du Burundi et de l'étranger » à un dialogue à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, où elle siège. Elle proposait la médiation du président ougandais, Yoweri Museveni, et l'envoi d'une « force d'interposition est-africaine » au Burundi.

Pas question pour le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie) qui a fait part mercredi soir, à la télévision nationale, contrôlée par le parti au pouvoir, ainsi que sur son site web, et via les réseaux sociaux. « Désagréablement surpris » de voir la Commission « renier au Burundi la Charte de l'ONU sur la liberté des peuples à se diriger eux-mêmes », le CNDD-FDD n'entend pas « dialoguer avec des putschistes à Kampala en Ouganda ».

Le CNDD-FDD s'en prend à l'Europe, qui « a décidé de créer un autre gouvernement burundais en dehors des frontières du pays,

qu'elle appuie de toutes ses forces sur le dos du gouvernement légitime » (sic).

Et sa cible principale est la Belgique, « qui doit comparaître devant le peuple burundais pour lui demander pardon et l'indemniser à cause d'une souffrance sans nom qu'elle a fait subir au pays et à son peuple pendant plus d'un siècle ».

Car, pour le parti au pouvoir à Bujumbura, la position de l'Europe, et celle de l'Union Africaine à travers le « financement de cette institution », sont

dictées par la Belgique. Et le peuple burundais est engagé dans « une lutte de décolonisation », pour défendre une indépendance « que le colonisateur d'hier veut (...) annuler ou détruire ».

Gare aux précédents libyen et syrien !

Le CNDD-FDD invitait, en conclusion le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, « à ne pas céder aux sollicitations malicieuses de la Commission de Paix et Sécurité de l'UA ». Et brandissait la menace de déstabilisation de « toute la sous-région voire même de la région de l'Afrique centrale tout entière comme cela est en train de se produire en Libye et en Syrie ».

Menace sans effet : ce jeudi, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a unanimement appuyé la position de l'Union Africaine, qui veut lancer une enquête sur la violation des droits de l'homme au Burundi. Condamnant « fermement toutes les violations des droits de l'homme et les actes de violence commis au Burundi tant par les forces de sécurité ainsi que par d'autres groupes armés illégaux », le Conseil a exprimé « sa détermination à faire en sorte que les coupables aient à répondre de leurs actes ». ■

« Une situation préoccupante »

Les Affaires étrangères suivent de près l'évolution « préoccupante » des événements au Burundi. Depuis mars, tous les voyages vers le Burundi sont « déconseillés », et les Belges qui y résident et « dont la présence n'est pas essentielle » sont invités à « envisager un départ, tant que les conditions normales le permettent ».

De nombreux Belges ont effectivement quitté le Burundi. Mais d'autres y sont toujours, et les

« conditions normales » de voyage n'y sont plus réunies.

« Le mieux pour eux est de rester en contact permanent avec l'ambassade de Belgique à Bujumbura, car la situation peut évoluer rapidement », explique le Service public fédéral des Affaires étrangères.

La dernière diatribe antibelge du pouvoir inquiète évidemment les Belges restés au Burundi. Dont certains se rappellent les attaques diffusées à

Kigali par la tristement célèbre Radio Mille Collines, en 1994, contre la communauté belge, accusée d'avoir été favorable à l'assassinat du président Juvénal Habyarimana.

Quelques jours plus tard, dix paras belges étaient assassinés dans la capitale rwandaise ; et la population belge était évacuée d'urgence, alors que débutait le génocide des Tutsis au Rwanda. ■ **Phi. Le.**